

Discours de Konrad Adenauer sur la poursuite de l'intégration européenne (Bruxelles, 25 septembre 1956)

Légende: Le 25 septembre 1956, invité des Grandes Conférences catholiques à Bruxelles, le chancelier allemand Konrad Adenauer prononce un discours dans lequel il livre sa vision du rôle de l'Europe dans le monde et marque une certaine réserve à l'égard de la création de nouvelles institutions supranationales en Europe.

Source: ADENAUER, Konrad. La nécessité de l'intégration européenne. Bonn: Service de presse et d'information du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, 1956.

Copyright: (c) Office de presse et d'information du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne

URL:

http://www.cvce.eu/obj/discours_de_konrad_adenauer_sur_la_poursuite_de_l_inte-gration_europeenne_bruelles_25_septembre_1956-fr-ea27a4e3-4883-4d38-8dbc-5e3949b1145d.html



Date de dernière mise à jour: 05/11/2015

Allocution prononcée par le Chancelier fédéral M. Adenauer devant les «Grandes Conférences Catholiques» (Bruxelles, 25 septembre 1956)

Excellences,
Mesdames, Messieurs

I.

Je tiens tout d'abord à vous remercier très vivement de m'avoir invité à prendre place dans cet illustre cercle. Je suis particulièrement reconnaissant de pouvoir parler du thème «Europe». Au cours des dernières années, de nombreux discours ont été prononcés devant vous sur la politique d'intégration européenne, entre autres par Messieurs Bidault, Pleven, Schuman, van Zeeland et Pella. Il est bien évident que je devrai reprendre certaines idées que vous avez déjà entendu exprimer. Veuillez me le pardonner. Mais la «détresse européenne» — c'est à dessein que j'emploie cette expression — n'a cessé d'augmenter depuis que ces discours ont eu lieu, sans que les Européens aient employé leurs forces à beaucoup plus qu'à réunir des conférences. Ce n'est qu'à grand-peine, et en hésitant, qu'ils se sont décidés dans des cas isolés à une action commune.

Je voudrais vous parler en premier lieu non pas des intérêts économiques communs, mais de la responsabilité qui nous incombe, dans la politique, du fait de la civilisation chrétienne commune à tous les peuples européens. C'est de la nécessité impérieuse d'une politique européenne commune des Etats européens que je voudrais parler. Cela me paraît particulièrement nécessaire parce qu'un regroupement politique entièrement nouveau semble se dessiner sur notre planète; et nous sommes contraints d'examiner les conséquences de ce regroupement pour les pays européens. Si des évolutions politiques nouvelles commencent à se faire jour dans le monde, nous n'avons plus le droit de considérer la question de l'avenir des pays européens et de l'Europe en premier lieu sous l'angle du passé, nous devons la considérer sous l'angle de l'avenir, par rapport à ces nouvelles évolutions politiques que nous observons. Mais nous devons aussi agir en conséquence, et il est temps d'agir. Car autrement, l'Europe disparaîtra de la scène de l'actualité mondiale sur laquelle, depuis les Grecs et les Romains et pendant des milliers d'années, elle a joué un rôle prédominant et rendu d'une façon générale les plus grands services à la civilisation, au progrès et à l'humanité.

Le problème du Canal de Suez est en pleine évolution, je ne puis donc m'y arrêter ici. Toutefois, le développement de cette question montre à qui sait voir où en est l'Europe aujourd'hui et quelle est son influence politique et économique dans le monde.

A ses débuts, après la guerre, le but essentiel de la politique d'intégration européenne était d'exclure à l'avenir la possibilité de guerres entre les peuples européens. C'est en vue d'atteindre ce but politique que fut fondé le Conseil de l'Europe, c'est sous cet angle que la France proposa l'institution du Pool charbon-acier.

A mon avis, l'objectif de la première période de l'intégration européenne est atteint: les guerres entre peuples européens appartiennent définitivement au passé. Depuis, le sentiment des intérêts communs, de la solidarité, est devenu si fortement un patrimoine commun des peuples européens et, d'autre part, la technique des armes a tellement évolué, que la période des guerres entre peuples européens est définitivement terminée.

Après le Conseil de l'Europe et le Pool charbon-acier, on vit surgir l'idée d'une Communauté européenne de défense. Son échec est dû en partie à un perfectionnisme exagéré dans l'élaboration des traités; mais il est dû aussi au fait que la conviction de la nécessité d'un groupement politique et militaire des peuples européens dans des buts de défense n'était pas encore devenue un patrimoine commun. Le plan du groupement en une Communauté Européenne de Défense a été suivi de la création de l'Union de l'Europe Occidentale, comprenant la Grande-Bretagne. J'ignore si elle satisfait au nouveau développement politique qui commence à se dessiner.

II.

Je vois les débuts d'un nouveau développement politique sur le plan mondial dans le jeu des facteurs suivants :

1) L'U.R.S.S., grâce au désaccord politique de l'Ouest, se consolide de plus en plus sous forme d'une puissance mondiale à principes communistes et dictatoriaux. Depuis toujours, la Russie a eu des tendances expansives, menaçant tous ses voisins, et une Russie communiste a ces tendances à un degré encore plus prononcé que ne les avait la Russie des tsars.

2) Au cours des dernières dizaines d'années, la puissance politique et économique des peuples libres s'est concentrée toujours davantage sur les Etats-Unis. Je reconnais avec gratitude et admiration que les Etats-Unis sont pleinement conscients de la responsabilité qu'impliquent la possession de la puissance économique et politique, le rôle prédominant. Mais les pays européens ne peuvent, à la longue, déployer pleinement leurs grandes forces pour le bien de leurs peuples et de l'humanité s'ils continuent à placer leur salut et leur sécurité uniquement sous le patronage des Etats-Unis. Cela ne peut et ne doit pas devenir un état permanent, parce que les forces européennes finiraient par se relâcher et aussi parce que les Etats-Unis ne sont pas disposés, à la longue, à assumer à l'égard de l'Europe un degré de sollicitude que l'on ne peut exiger des Américains. Les nécessités vitales des Etats européens ne sont pas obligatoirement aussi des nécessités vitales des Etats-Unis et vice versa; il peut en résulter des divergences dans les conceptions politiques, pouvant aboutir à des actions politiques indépendantes.

A mesure que la dernière guerre, perdant ses répercussions directes sur l'époque présente, prend sa place dans l'histoire, les peuples européens doivent reprendre conscience de leurs propres forces et de leur propre responsabilité, du fait déjà — permettez-moi d'insister aussi là-dessus — du fait que l'on ne peut attendre des Etats-Unis qu'ils pensent en premier lieu dans leur politique aux intérêts européens.

3) Un autre élément de ce nouveau développement politique est l'énorme différence entre la force politique et économique de deux Etats et celle des autres pays. Vous savez que ces deux Etats, Etats-Unis et Union Soviétique, sont devenus des puissances mondiales politiques et économiques dépassant de beaucoup tous les pays européens. Je ne sais pas s'il est justifié, en parlant d'un Etat européen quelconque, d'employer encore l'expression de «Grande Puissance» comme on pouvait le faire à juste titre au début du siècle. Mais si un grand Etat et un petit ou un grand Etat et plusieurs petits veulent faire ensemble de la politique, il en résulte automatiquement chez le grand un droit d'hégémonie, chez les petits un sentiment de dépendance. A de multiples points de vue, ce n'est pas bon, car le sentiment de dépendance des petits Etats entraîne nécessairement, au cours du développement, un relâchement de leurs forces. L'évolution technique, le développement des armes nucléaires, le monopole qui en résulte pour les deux puissances mondiales, aboutissent à la longue à une situation intolérable pour tous les petits Etats.

4) Un quatrième élément d'évolution politique mondiale de la plus grande portée, qui s'est fait jour seulement après 1945, c'est l'apparition des peuples de couleur sur la scène de l'actualité politique mondiale. Il suffit, je crois, pour vous faire comprendre l'importance de ce nouveau facteur politique et économique, que je vous nomme ses deux plus grands représentants: la Chine Communiste et l'Inde qui, il est vrai, ont connu des évolutions très différentes, et que j'indique que, du fait de l'attitude de l'Egypte dans la question de Suez, de l'Egypte qui se considère comme une grande puissance arabe, l'Europe se trouve placée dans une situation extrêmement précaire, une situation dont il est impossible de prévoir le développement ultérieur.

III.

J'en arrive à la question de l'union européenne proprement dite. Comprenez-moi bien, je vous en prie, je ne puis parler ici que des principes, sans entrer dans les détails.

Tout d'abord un postulat: Nous autres Européens, nous devons nous rendre bien compte qu'en réalité il s'est produit depuis la dernière guerre des développements et des déplacements de nature politique — je les ai brièvement mentionnés — qui nous obligent à considérer en premier lieu l'intégration européenne non plus seulement d'après des points de vue uniquement européens, mais sous des aspects politiques et économiques

d'une portée mondiale. Si nous procédons ainsi, certains obstacles qui jusque-là, pour des raisons nationales, nous semblaient grands, nous apparaîtront aussi petits qu'ils le sont en réalité.

Mais, quoi qu'il en soit, nous devons, en présence des nouveaux développements dans le monde, jeter impitoyablement par-dessus bord nombre de scrupules résultant de conceptions et de traditions nationales, et nous devons agir. D'autres agissent aussi. Autrement, un développement sur lequel nous autres, Européens, ne pourrions exercer d'influence, nous échapperait purement et simplement. A mon avis, nous nous sentons beaucoup trop sûrs en Europe. La position de prédominance politique et économique de l'Europe, encore incontestée au début du siècle, a cessé depuis longtemps d'exister. La civilisation européenne conservera-t-elle son rôle dirigeant? Je ne crois pas, si nous ne la défendons pas et si nous ne la développons pas en fonction de la nouvelle situation, car les civilisations, l'histoire le montre, sont menacées elles aussi.

Il est encore une leçon que nous devons tirer des expériences des dix dernières années: la réalisation de l'intégration européenne ne doit pas être rendue impossible par une maladie de notre temps, le perfectionnisme. L'intégration européenne ne doit pas être rigide, elle doit être aussi extensible et aussi souple que possible. Elle ne doit pas être pour les peuples européens une cuirasse qui les étouffe, elle doit être, au contraire, pour eux et pour leur développement un appui commun, un soutien commun en vue d'un développement salutaire répondant aux particularités justifiées de chacun. Les institutions auxquelles je pense ne doivent pas toutes avoir nécessairement un caractère supranational; nous désirons choisir des formes appropriées afin qu'aucun Etat ne recule devant l'adhésion.

D'autre part, l'action et l'efficacité d'une Fédération ne doit pas dépendre de la volonté ou des prétendus intérêts de tel ou tel membre. Je suis convaincu qu'il est possible de trouver un juste milieu entre ces deux extrêmes.

A ce propos, je dois encore aborder deux questions: quels sont les peuples qui doivent pouvoir adhérer et comment doit être délimité le domaine de la Fédération du point de vue matériel?

A mon avis, le cercle des Etats participant à la Fédération européenne ne devrait pas être limité. La destinée de l'Europe est la destinée de chaque Etat européen. Le champ d'activité devrait être aussi vaste que possible. On ne devrait pas d'emblée, dans l'élaboration des premiers projets, aller trop loin tant en ce qui concerne le nombre des membres que les tâches à accomplir; sinon le travail serait tout de suite si compliqué que l'on s'arrêterait sans pouvoir progresser plus avant. Mais, une fois le départ pris, on ne devrait pas être timoré en ce qui concerne l'extension et l'agrandissement.

L'œuvre exige dans le domaine politique et économique hardiesse et perspicacité. Les avantages politiques se montreront bientôt; les avantages économiques peut-être un peu plus tard, mais une fois les premières difficultés surmontées, les économies nationales de tous les participants en retireront de grands avantages, et c'est seulement ainsi qu'elles pourront rester capables de soutenir la concurrence avec d'autres grandes zones économiques déjà existantes ou en voie de développement.

Je ne crois pas qu'une telle Fédération européenne puisse nuire ou porter atteinte à l'efficacité de l'O.T.A.N. Le cadre de l'O.T.A.N. est plus vaste que celui d'une fédération européenne. Géographiquement aussi bien que matériellement, le cadre de l'O.T.A.N. est différent et plus large, et là où les domaines d'activité se touchent ou chevauchent l'un sur l'autre, il sera facile de procéder à un règlement et à une harmonisation. L'O.T.A.N. est destinée à sauvegarder certains intérêts atlantiques et non à sauvegarder les intérêts européens communs.

Je voudrais encore dire un mot de la participation de la Grande-Bretagne. Par son adhésion à l'U.E.O. en 1954, la Grande-Bretagne s'est montrée convaincue, elle aussi, que d'importants intérêts britanniques sont conformes aux intérêts des pays européens du continent. Les événements qui se sont produits depuis 1954, notamment la crise de Suez, ont confirmé la justesse de cette opinion. L'attitude de la Grande-Bretagne est extrêmement importante pour l'avenir de l'Europe. J'espère de tout cœur qu'elle continuera à se développer dans la voie où elle s'est engagée dans les dernières années.

Je crois que la création prochaine d'une Fédération européenne n'est pas une utopie. Nous avons déjà jusqu'à présent tant de règlements particuliers que l'on peut réunir, et tant de domaines attendent un règlement commun que l'on peut, à mon avis, parvenir bientôt à créer une institution viable.

Les différents groupements et règlements particuliers réclament véritablement une fusion. J'ai déjà cité le Conseil de l'Europe et le Pool Charbon-Acier ainsi que l'Union de l'Europe Occidentale. Je vous indique les différents accords dans le domaine des communications, la libération du commerce qui a préparé le marché commun. La question de l'EURATOM doit également être réglée sans tarder. Mais permettez-moi de vous rappeler avant tout l'esprit de collaboration qui régnait pendant les conférences de Bruxelles, sous la présidence de M. le Président Spaak, et lors de la Conférence de Venise. C'est là, je crois, le ferment le plus important et le meilleur de la collaboration et de la fusion européennes.

Je parle ici dans le cadre des Grandes Conférences Catholiques. Il me semble que les Européens catholiques doivent, dans cette œuvre politique européenne, ne pas oublier que des Etats dans lesquels vivent 1 milliard d'êtres humains sont orientés et dirigés systématiquement sous le signe de l'athéisme parce qu'ils ne reconnaissent pas la liberté de la personne humaine, profondément enracinée dans l'esprit chrétien, vis-à-vis de la toute-puissance de l'Etat. Cette orientation athéiste d'un milliard d'êtres humains représente un immense danger pour la pensée chrétienne et les sentiments chrétiens. En face de ce danger, la fusion nous est commandée par notre instinct de conservation, par notre conscience, et nous devons obéir à ce commandement.

J'arrive à la fin de mon exposé. J'ai essayé de vous montrer les nécessités et les possibilités d'union européenne telles qu'elles se présentent à mes yeux. J'ai essayé de vous faire comprendre la gravité de la situation et les espoirs qui s'offrent à nous.

C'est maintenant à nous tous de tirer les conclusions. Les forces de l'entendement seules n'y suffisent pas. « Les grandes idées viennent du cœur », dit un mot célèbre. Pour nous aussi, la grande idée d'Europe, pour se réaliser, doit nous venir du cœur. Non pas que l'union de l'Europe soit un besoin sentimental; mais que seul un cœur ferme, s'adonnant à la grande tâche, achève, en dépit de toutes les difficultés, ce que notre entendement nous aura fait comprendre. Si nous trouvons cette force, nous ferons droit aux nécessités dont je vous ai parlé. Nous accomplirons alors l'œuvre d'union nécessaire à chacun de nos pays, nécessaire à l'Europe, nécessaire au monde entier.